Gérard Bergeron (1922-2002)
Politologue, département des sciences politiques, Université Laval
(1973)

“Sur la nature du politique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Gérard Bergeron

“Sur la nature du politique”.

Un article publié dans la revue **Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques**, Montréal, vol. 1, 1973, pp. 79-89. 278 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Gérard Bergeron (1973)

“Sur la nature du politique”.

Un article publié dans la revue Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques, Montréal, vol. 1, 1973, pp. 79-89. 278 pp.

Table des matières

1. [La première exigence d'une détermination sociologique du politique](#)
2. [Le politique est du social qualifié par le critère de l'inclusion obligée](#)
3. [La politification du social est un phénomène d'émergence](#)

Gérard Bergeron

“Sur la nature du politique”.

Un article publié dans la revue **Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques**, Montréal, vol. 1, 1973, pp. 79-89. 278 pp.

1. La première exigence d'une détermination sociologique du politique

[Retour à la table des matières](#)

Le fait politique résiste à qui veut l'enfermer dans une définition. Phénomène probablement *sui generis*, multivoque et toujours indicible par quelque côté, c'est une des choses du monde le plus partagées. La façon même d'en parler devient une espèce de « méta-politique ¹ ». Des auteurs ont pu l'assimiler à des besoins primaires comme la sexualité ², ou le comparer au théâtre et aux arts du spectacle en général y compris les sports, ou encore suggérer des parallèles inattendus avec la gastronomie, l'astrologie et d'autres à peine moins étonnants avec des techniques artisanales comme le tissage des tapis d'Orient, pour ne pas rappeler les analogies plus courantes avec le fonctionnement des calculeuses électro-

---

¹ « Any serious human activity begets a “meta-activity”, individual brooding or talk among a group... people talk about politics (engage in “meta-politics” because they like it, as fishermen talk about fishing » (W. J. M. Mackenzie, *Politics and Social Sciences*, A Pelican Book, A 907, 1967, p. 14).

² « Sexuality, granted, is a more widespread activity than politics, but again the suspicion remains that the man who can live without either is either acting the beast or aping the god ». (Après une série de parallèles), « Politics, then, like sexuality is an activity which must be carried on ; one does not create it or decide to join it - one simply becomes more and more aware that one is involved in it as part of the human condition » (Bernard Crick, *In Defense of Politics*, A Pelican Book, A 655, 1964, pp. 25-26).

ques ou des organismes biologiques ³. La seule proposition à faire assez aisément unanimité à son sujet serait la boutade que c'est un mal aussi généralisé que nécessaire.

On n'est jamais sûr de bien connaître ce dont l'on parle ; mais il faut toujours savoir ce dont l'on parle. On se satisfera, pour simple fin stratégique de la recherche, d'une notion élémentaire de ce qui est politique par une distinction empirique de ce qui l'est par rapport à ce qui ne l'est pas, ne l'est pas encore ou ne l'est que virtuellement. L'exigence minimale de la seule détermination (sans définition) du politique comportera sa nécessité absolue de devoir recouvrir tout le politique et de s'étendre à tous les faits qu'on pourra qualifier de « politiques ».

La notion, même élémentaire, de « politique » faisant problème, la littérature spécialisée, l'élude ordinairement : soit en le niant puisqu'« on se comprend dès lors qu'on parle politique » ; soit en s'en remettant à des notions tautologiques par des définitions circulaires, où le défini renfloue à son tour le définissant comme celles de cité, de société civile, d'État, de gouvernement, etc. Ces deux attitudes de facilité reflètent encore, non seulement la difficulté de définir l'objet politique, mais sa très large extension. Plus exigeantes sont toutefois à peine moins mauvaises les définitions qui font appel aux notions de pouvoir ⁴, aux couples gouvernants-gouvernés, autorités-sujets, ou à l'idée d'autorité et à la considération de ses structures ou de ses fondements sociaux ainsi qu'à son mode d'allocation des valeurs dans une société. L'appel à des notions moins simplistes n'est guère plus fécond qui relègue parfois explicitement le fonctionnement du politique à quelque mystérieuse « boîte noire » avec ses inputs et ses *outputs*, originant ou se répandant dans un quelconque environnement social dont les frontières sont aussi floues qu'est imprécise sa spécificité non-politique. Le débat, plus de deux fois millénaire, sur l'essentialité du ou de la politique ne se terminera probablement jamais. Les travaux plus récents d'épistémologie ont porté peu d'attention au mode politique de

---

³ J.-P. Nettl, « Le spectacle de la politique », *Analyse et Prévision*, Tome V. No 7, janvier 1968, p. 47.

⁴ Pour une critique moins expéditive, cf. *Fonctionnement de l'État*, (Paris, 1965), pp. 20-24 et notre article « Pouvoir, contrôle et régulation », *Sociologie et Sociétés*, Vol. 2, No 2, novembre 1970, pp. 227-48.

connaître le politique, ne se contentant guère que d'effleurer parfois des faits de symbolique politique.

Pour tous les usages, le français ne connaît qu'une seule orthographe : politique. La langue anglaise présente un meilleur outillage terminologique avec trois substantifs, *politics*, *policy*, *polity*, et deux épithètes, *politic* et *political*. Commencer par *la* politique (*politics*), conformément à la vénérable tradition remontant à Platon, constituerait un mauvais point de départ pour une recherche d'intention empirique. Ce qui tombe sous le coup de l'observation directe, ce sont des actes, actions et activités, des faits, relations et interactions, des situations, processus et phénomènes qu'on puisse qualifier de « politiques » selon au moins l'un ou l'autre des cinq sens des termes anglais.

Le politique (*political*, qui n'a pas la qualification majorante de *politic*) est le terme le plus extensible. Loin de s'opposer au social, il en est une forme ou peut-être même un mode d'expression selon une qualification qu'il s'agit précisément d'établir. D'un certain point de vue le politique n'est pas moins coexistensible que le social puisqu'il peut aussi désigner « l'ensemble social lui-même observé d'un certain point de vue ⁵ ». La politique a valeur de désignation plus restreinte qui n'est qu'un aspect de la totalité de l'objet politique. Le politique (*political*, que cela soit *politic* ou non) recouvre toute la politique (*politics*), toutes les lignes de conduite ou de programmes d'action dont elle est faite (*policies*), ainsi que l'entité collective politiquement organisée (*polity*) ⁶.

⁵ « ... le même mot désigne à la fois la réalité et la conscience que nous en prenons... *La conscience de la réalité est partie de la réalité elle-même* ... l'on désigne par le même mot politique, d'une part, un secteur particulier de l'ensemble social et, d'autre part, l'ensemble social lui-même, observé à un certain point de vue » (Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, « Idées » no 88, Paris, 1965, pp. 23-24).

⁶ « Such words as state, republic, commonwealth, polis, principality, kingdom, union, have been and are used. We shall use the term polity to encompass all these terms and hence to refer to what we regard as the form quality common to all of them... A polity... is an interaction pattern which can be observed and described... The problem is to define polity in such a manner that it can be identified by independent observers » (Neil A. McDonald, *Politics : A Study of Control Behaviour*, New Brunswick, New-Jersey, 1965, pp. 48, 56, 57).

2. Le politique est du social qualifié par le critère de l'inclusion obligée

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit moins de différencier le politique du social que de se donner un moyen de reconnaître le politique dans le social. Le social, étant la raison commune la plus large du politique, lui préexiste toujours à cet effet sans cesser de coexister avec ce dernier en son affirmation même comme « politique ». Ou plus simplement : tout le politique est social ; mais tout le social n'est pas politique, s'il est virtuellement *politifiable*. Il faut même que du social soit qualifié, de quelque façon, de « politique », ou qu'il soit considéré comme tel, pour le devenir. Cette constatation emporte la conséquence qu'une théorie politique, c'est-à-dire portant sur le politique, doit tendre à devenir une théorie sociologique du politique ou une sociologie politique à condition d'accorder à cette dernière formule une acception plus large et moins « hybride » ⁷ qu'il n'est d'usage. L'observation première du politique, de même que son appréhension comme fait social élémentaire ou brut (sans sa qualification propre), nous indique un univers *relationnel*, multiple, complexe, indéfini. Réduites à leur plus simple expression, les relations sociales ne sont que « des façons d'agir déterminées avec autrui » ⁸. Ne lançons pas trop tôt le mot d'interaction même si les relations sociales sont marquées de réciprocité ou de convergence, de réponse ou de récurrence en reproduction infinie. Il est des relations sociales, dont beaucoup de relations politiques, qui sont unilatérales et s'achèvent en unilatéralité. D'autre part, il n'y a pas que de l'interaction humaine ; il faut encore tenir compte des relations que les « choses »

---

⁷ « Political sociology is an interdisciplinary hybrid attempting to combine social and political explanatory variables, i.e. the inputs suggested by the sociologist with the inputs suggested by the political scientist. The sociology of politics is instead a sociological reduction of politics » (G. Sartori, « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in S. M. Lipset (ed.) *Politics and the Social Sciences*, New York, 1969, p. 69).

⁸ Siegfried F. Nadel, *La théorie de la structure sociale*, traduction de *The Theory of Social Structure*, Paris, 1970, p. 34.

sociales ou politiques ont avec les agents humains individuels ou collectifs, ou des relations qu'ont entre elles ces « choses » sociales ou politiques ⁹. En méthode, il faut se garder d'un *interactionnisme* à priori ou à tout prix dont certain psychologisme comme, à l'autre pôle, le systémisme font un usage inconsideré. Pour avoir quelque chance d'élaborer ce qu'on pourrait appeler une *polito-logique* ¹⁰, il importe d'adopter « dès le départ une attitude relationnelle, selon laquelle ce qui compte n'est ni l'élément ni un tout s'imposant comme tel sans que l'on puisse préciser comment, mais les relations entre les éléments, autrement dit les procédés ou processus de composition (selon qu'on parle d'opérations intentionnelles ou de réalités objectives), le tout n'étant que la résultante de ces relations ou compositions dont les lois sont celles du système ¹¹ ».

La première tentative de découverte de ces lois de composition doit s'amorcer au point où se qualifient comme telles les relations politiques au sein de l'univers des relations sociales indifférenciées. Le politique se différencie du social par la nature des relations sociales qu'il engendre. Il se présente à l'observation comme ayant de celles-ci les mêmes éléments (orientation réciproque des parties et probabilité d'action sociale ; divergence, convergence ou identité d'intérêts déclenchant la relation ; interaction possible avec les structures sociales encadrantes), mais avec *quelque chose* en plus. Cet ajout est une qualification, à la fois limitée et minimale, et qui ne se repère sociologiquement que de façon négative. Il est la spécificité de la relation politique qui, sans cet ajout, serait une relation sociale indifférenciée ou différenciée autrement. Certaines relations sociales s'établissent en *conséquence immédiate ou médiate d'une situation d'inclusion obligée* ¹² à un seul type donné de société ou d'organisation

⁹ Qu'on nous pardonne cet affreux substantif des « choses » sociales ou politiques. Il a ici le mérite d'une neutralité terminologique en quelque sorte nécessaire. Cf. *Fonctionnement de l'État* (Paris, 1965) par Gérard Bergeron, (note 57, p. 535) pour une série d'exemples concrets où les « choses » politiques sont des termes de la relation « indépendamment de l'intervention concrète et socialement active d'un facteur humain ».

¹⁰ Au sens où Claude Lévi-Strauss a déjà parlé d'une « sociologique » (*La pensée sauvage*, Paris, 1962, p. 181).

¹¹ Jean Piaget, *Le structuralisme*, « Que Sais-je ? » No 1311, pp. 9-10.

¹² Double correction terminologique du passage de *F. de l'E.* (pp. 29-34) où nous parlions d'« appartenance obligatoire ». L'expression « inclusion obligée » nous paraît mieux recouvrir le phénomène en cause. L'« inclusion », par son suffixe,

sociale. C'est la société dite « politique », axe d'inférence de normativité propre et non pas simple cadre plus ou moins neutre de ces relations sociales qu'elle se trouve ainsi à qualifier. Dans le réseau infiniment multiple des relations sociales, celles qu'on peut qualifier de « politiques » mettent en rapport des sujets agissant en tant qu'ils sont sous la dépendance d'une situation d'inclusion obligée à un type donné de société, qu'on est accoutumé d'appeler, à l'époque moderne, l'État. C'est par le biais d'une des caractéristiques essentielles, en l'occurrence exclusive, de la société politique qui a eu la plus grande fortune historique depuis quelques siècles que devient possible une qualification sociologique minimale du politique. Mais ce serait tout autre chose que de faire équivaloir strictement le fait politique avec le fait étatique, ou de voir en l'État le seul point imaginable d'imputation du politique. *L'étatique* n'est qu'une partie du politique même s'il lui fournit à l'époque contemporaine son critère minimal de détermination sociologique dans le social.

Parmi tous les groupes ou sociétés, ou pour conserver une conceptualisation encore plus volontairement neutre, parmi tous les types donnés de société qui permettent appartenance, adhésion ou participation, ou les sollicitent dans diverses structures d'accueil, il en est un seul qui impose une inclusion strictement obligée. C'est, du berceau à la tombe, le seul type donné de société d'où l'on ne peut sortir (les nationaux) ni entrer (les naturalisés) librement. On est et on naît inéluctablement un *homo politicus* avec le même degré d'implacable qu'on devient un *socius* si l'on ne veut pas mener une vie d'« enfant sauvage ». On n'a pas le loisir d'être apolitique. Les relations politiques sont les relations sociales où les agents sociaux entrent en tant que concitoyens ou sous la dépendance institutionnelle, normative, idéologique ou symbolique de leur statut imposé de citoyens, générateur de rôles sociaux particuliers dont les contrôles politiques seront la vérification de l'accomplissement.

On peut naître, vivre ou mourir au sein ou en dehors d'une famille ; on peut ou non faire partie de tel clan, de telle école, de tel groupe d'amis, de tel groupement de parenté ou de religion, de telle profession ou de telle

---

signale quelque chose d'actif en référence au groupe incluant. La forme passive de l'épithète « obligée » présente l'avantage de référer aux membres inclus, pour ainsi dire, sans défense devant cette nécessité et ne comporte pas les tonalités juridico-morales du qualificatif « obligatoire ».

entreprise, de telle association culturelle ou professionnelle, de telle organisation économique, etc.... mais il est un seul type de société dont l'inclusion nous soit aussi rigoureusement imposée. Quand un autre type de société impose l'inclusion obligée, ce qui à travers les âges a été le cas de nombre de régimes lignagers, théocratiques ou corporatifs, c'est qu'il s'agit d'une société politifiée¹³, montrant une immixtion du parental, du religieux ou du métier avec le politique à l'enseigne d'un social sacralisé - le politique étant souvent à la fois sacralisant et sacralisé. À l'autre pôle, le cas endémique, et spécialement poignant à notre époque, des « personnes déplacées » et des apatrides, loin d'infirmes, confirme l'observation. Par leur manque de statut public ou d'état civil, ils sont également démunis de statut social, sont considérés comme des êtres marginaux à la société. Seule, une lointaine coutume de civilisation, qu'a institutionnalisée sans grandeur notre époque, empêche la vie de ces humains d'être complètement intenable. L'apatride peut rentrer en « état de société » par l'octroi qui lui est fait d'un nouveau statut politique. La « double nationalité » par deux *inclusions*, pour contradictoire qu'elle soit, est un statut moins socialement grave que l'apatridie et elle peut même présenter des portes de sortie pour toutes sortes d'évasion ... Au plan de la symbolique pénale, on rappellera qu'après la peine capitale, l'exil et la perte des droits civiques (avec ou sans emprisonnement à vie) ont toujours été considérés comme les plus graves peines qu'on puisse infliger à un être humain. Inversement, certaines formes de résistance passive dont la grève de la faim et surtout l'immolation rituelles sont des procédés volontaires de refus, sinon à l'*inclusion* elle-même, du moins à ce qu'elle implique dans des circonstances qu'il s'agit de hautement dramatiser.

Nous raisonnons pour l'instant hors de l'hypothèse des sociétés politiques dites « archaïques », ou « sans État », ou « sans gouvernement ». Ce critère de l'inclusion obligée, pour ne pouvoir être affirmé en ce cas sans

---

¹³ Selon l'heureux néologisme, créé par Pierre Duclos, surtout lorsqu'il s'applique à « l'accession des sociétés au comportement, à l'être politique » (« La politification : trois exposés », *Politique*, nouvelle série no 14, avril-juin, 1961, p. 24). *politiser*, *politisation* (comme leurs contraires, *dé-politiser* et *dé-politisation*) comportent, selon les contextes, des sens péjoratif ou majoratif en termes de jugement de valeur. Quand un auteur les neutralise pour exprimer des processus de *socialisation politique*, il ne s'agit que d'agents humains, individuels ou collectifs, sans s'étendre aux « choses » sociales, susceptibles, elles aussi, d'être *politifiées* justement.

nuances ni possibles dérogations, ne saurait être non plus contredit sans examen précis de l'infinie variété des collectivités en cause ¹⁴, dont plusieurs ont comme caractéristiques principales d'être des micro-sociétés closes, fermées à l'échange et à l'innovation. Une société politique sans État veut dire sans les institutions politiques que nous connaissons. Les travaux des anthropologues nous montrent que les *fonctions* politiques s'exercent d'une façon ou de l'autre sans le support institutionnel avec lequel nous sommes familiarisés en notre *province* politique occidentale. D'autre part, l'accession au stade d'États de certaines de ces sociétés archaïques, plus ou moins mal agglomérées, s'accompagne de diverses affirmations de l'impératif de l'inclusion obligée : statut de nationalité ; recensement ; fermeture des frontières surtout de celles que l'époque antérieure avait mal « précisées » ; interdiction ou contrôles plus sévères de certaines formes de nomadisme ; et, évidemment, douanes, armée, divers symboles nationaux, services diplomatiques. Aux premières phases du dégagement de l'État moderne, avec ses frontières imprécises ou continuellement contestées et sans formalités strictes des statuts d'état civil, cette inclusion obligée ne présentait pas non plus des signes aussi marquants qu'aujourd'hui. Ces précisions historiques entameraient le caractère universalisant du critère proposé mais ne lui interdiraient pas un large degré de généralisation pour notre époque.

Nous reconnaissons toutefois qu'il faudrait pouvoir dire plus et mieux que ce simple critère de détermination *sociologique* du politique dans le social. Par sa démonstration négative et ses caractères minimal et limite, ce critère risque de ne pas satisfaire. D'autre part, nous doutons qu'il soit, empiriquement et sans aucune espèce d'a priori sociologique, possible de dire davantage. Considérons un moment le critère qui a habituellement cours chez les juristes et philosophes : la force monopolistique de coercition. Du fait de l'inclusion obligée, il s'ensuit que ce type de société, la politique, peut recourir à *l'ultima ratio* de la force à l'extérieur et au « monopole de la contrainte » lorsque la nature de son intégration et surtout le principe de son unité sont en cause. Mais la sanction, la menace de son utilisation, la faculté de coercition elle-même n'interviennent qu'à la

---

¹⁴ Jean-William Lapierre a étudié plus de 70 sociétés « archaïques » sous deux classes, celles qui ont un « pouvoir politique relativement développé » et celles où on ne relève qu'« un pouvoir politique minime » (*Essai sur le fondement du pouvoir politique*, Gap., 1968, pp. 291-525).

façon d'un fait second en rapport à l'exécution de normes impérées, d'une conséquence du fait premier et, pour notre propos, décisif de l'inclusion obligée. Depuis des siècles se déroule un débat, qui ne sera jamais sans doute résolu, entre ceux qui tiennent comme critère de détermination de la société politique le privilège exclusif de la force coercitive et les tenants des doctrines contractualistes ou d'un *telos* d'origine, aussi imprécis que toujours fugace et posé pour la commodité du raisonnement.

Voilà pour l'aspect rigide et bilatéral : tous les hommes doivent être inclus dans un type de société qu'on nomme « politique » comme d'une exigence de leur nature sociale, aussi bien du côté de la dite société *incluante* que de celui de ses membres obligés d'être inclus. Mais cette exigence d'inclusion régulière satisfaite, la société politique est beaucoup moins stricte quant à la qualité de l'adhésion ou de la participation. Si elle voit à ce que les exigences minimales du maintien de la cohésion soient satisfaites, et par la force si nécessaire mais encore une fois à la façon d'un conséquent, elle ne « sonde pas les reins et les coeurs ». D'autres *societies* que la *polity* ont de ces exigences et des idéaux plus relevés. Mais cette dernière génère son propre complexe construisant et relationnel de valeurs-normes-rôles-fonctions-contrôles dont l'agencement dynamique livrera la propre structuration.

Cet impératif de l'inclusion obligée étant si affirmativement posé par tant de statuts et de pratiques quotidiennes de droit constitutionnel, administratif et international privé ainsi que par tant de conventions inter-étatiques, les relations sociales qui en découlent même très indirectement sont aussi nombreuses, importantes ou politiquement fécondes entre les agents sociaux soumis à cette inclusion obligée qu'entre cette société et « ses sujets » justement. C'est à l'intérieur de ce cadre par définition périphérique que se joue la vie politique sur la trame globalisante du social. Le problème à reprendre, à la verticale, de *l'émergence* du politique du sein de l'univers social doit se poser dans un contexte analytique plus large : celui du *milieu* social du politique.

3. La politification du social est un phénomène d'émergence

[Retour à la table des matières](#)

L'inclusion est obligée, mais les relations sociales en découlant, et, à ce titre politiques, ne le sont pas toutes, ni encore moins obligatoires. C'est d'évidence première. Le caractère objectif du fait inéluctable n'entraîne pas pour les sujets des relations politiques, des *obligations* juridico-morales en tout ni pour tout ce qui, dans le social, peut être qualifié de « politique ». Autrement dit, le caractère ultime de l'inclusion obligée ne s'assume pas par *l'inclus*, groupal ou individuel, au sujet de la totalité des actes politiques dont on sait qu'ils laissent même pour les *polities* les plus autoritaires, une large part à la liberté, à la discrétion, au facultatif ou à la libre initiative.

En rapport à l'unité collective incluante selon un mode obligé, nous adopterions ce que Georges Balandier appelle un point-de-vue « maximaliste » ¹⁵ selon lequel, d'Aristote aux anthropologues politiques contemporains comme Nadel, Leach, Schapera, l'unité politique s'assimile à la société globale. Mais notre notion de détermination du politique par le caractère inéluctable de l'inclusion n'est pas tautologique. Ce n'est qu'après-coup que nous reconnaissons que ce « type donné de société », dont l'inclusion y est obligée, se trouve à s'appeler la « société politique », la *polity* ¹⁶. Elle ne postule pas la nécessité, ni encore moins l'obli-

¹⁵ *Anthropologie politique*, SUP « Le sociologue », Paris, 1967, pp. 29-30.

¹⁶ La « société politique » présentant l'inconvénient d'une extensibilité indéfinie qui permet toutes espèces d'accommodements dans l'expression imprécise, faut-il souhaiter la création d'un néologisme français équivalent à *Polity*, qui pourrait être *polité* (formé comme *société*) ? Ou ranimer ce terme du vieux français, *politie* ou *policie*, dont *polity* a dérivé mais sans être tombé en désuétude ? Le *Webster's New World Dictionary of the American Language* (1966) définit le terme comme encore usuel : « 1. The governmental organization or constitution of a state, church, etc. 2. a society or institution with an organized government ; state ; body

gation de lui être incluse parce qu'elle est la société dite « politique ». C'est l'inverse. Et c'est à cause de ce fait-là, à la fois primaire et inéluctable, qu'elle vaut d'être qualifiée société politique ou *polity*, du moins chez les auteurs qui lui accordent une plus large extension, en même temps qu'une plus grande précision, qu'au *political system*.

Ayant marqué plus haut l'insuffisance du fait étatique pour servir à la détermination sociologique du politique, il faut maintenant ajouter que, en deçà de l'aspect mystifiant de l'État ¹⁷, une théorie politique qui ne tiendrait aucun compte de l'état, ou préférablement de la *société* étatique, comme le grand ensemble social où se déroulent et se nouent les relations politiques serait aux confins de l'observation partielle et myope et de l'irréalité scientifique totale. Grande unité totalisante du politique depuis quelques siècles, l'État-société, qui n'a pas été « fait » mais qui est « devenu » ¹⁸, reste l'indispensable cadre à l'intérieur duquel la vie politique se déroule ou est contenue. Ce n'est pas par ailleurs réduire une théorie sociologique du politique à ce qu'on a déjà appelé une « statologie ». Comme son attribut essentiel de la souveraineté, le vocable même d'« État » est une catégorie historique, et, à ce titre, fort importante pour l'analyse, mais ne saurait être tenu pour un *concept* théorique majeur, ni

---

politic. » Une édition récente du *Littre* (1965) définit la *politie* : « Société et gouvernement (terme tombé en désuétude). » Suivent des exemples de textes du 14e siècle (Oresme) et du 15e (Christine de Pisan), alors que le mot s'écrivait selon sa prononciation, *policie*. Le terme aurait été en usage jusqu'au 18e siècle comme l'atteste cet extrait du *Contrat Social* (III, 8) : « Ces lieux doivent être habités par des peuples barbares : toute politie y serait impossible ».

¹⁷ Dans *F. de l'E.* (pp. 38, 538-539), nous avons justifié l'abolition de la majuscule à portée hypostasiant de l'État. C'est au moins une courbette orthographique significative comme celle qui rend un hommage encore plus douteux, chez beaucoup d'auteurs, au Pouvoir. Fait notable, encore aujourd'hui la lettre capitale de l'État est encore plus tenace en français qu'en anglais, bien que, de façon générale, la langue de Shakespeare et de Hobbes ait toujours eu la majuscule plus facile que celle de Corneille et de Rousseau. Indice mineur, si l'on veut, mais d'un phénomène de psycho-linguistique qui ne l'est certes pas. L'état, « ce n'est pas français », tandis que the state, c'est du bon anglais en langue courante ou spécialisée ? Il manquait quelques paragraphes aux *Carnets du Major Thompson*...

¹⁸ « L'État est *devenu*, il n'a pas été *fait*... Du point de vue technique, l'État n'existe même pas ; sous cet angle, il n'existe que des administrations... que des questions de moyens, non la question de la fin » (Éric Weil, *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 138).

initial. Comme ses attributs de la souveraineté et du monopole du privilège de la coercition, l'État est un fait second à reconnaître après le fait premier de l'inclusion obligée, marquant la spécificité de la société-état par rapport à la société tout court, comme celle du politique par rapport au social. Par son affirmation même, ne se *ferme-t-il* pas sur lui-même avec une détermination en quelque sorte flagrante : ce qui ne veut pas dire qu'il soit pour autant isolé, ni qu'il le puisse ou y prétende.

Tout au contraire, comme état-société ou société étatique, sa seconde marque, après celle de l'inclusion obligée, est une double ouverture, sur son intérieur et sur son extérieur. La littérature spécialisée, aussi bien en sociologie qu'en science politique, *dualise* abruptement le problème par la juxtaposition d'un système politique et d'un système social. La plupart du temps les sociologues font du premier un sous-système du second, tandis que les politologues ont tendance à circonscrire le système politique dont ils s'occupent d'un large environnement social qui lui fournit ses inputs et reçoit ses *outputs*. Ce point de départ simplifiant, qui peut s'appuyer sur des données de base de la *théorie des systèmes*, comporte tôt des complications d'élaboration théorique - le problème ardu du *linkage* - tout en procurant une valeur d'explication très faible, la presque trop belle clarté du graphisme abusant des *choses qui ne se passent pas ainsi* et qu'une telle abstraction systématique distorsionne par une tendance à une double réification. Ce qui se passe et peut s'identifier ce sont, à *divers degrés du social*, un jeu d'idéaux, fins et objectifs, de valeurs, normes, rôles et contrôles, de fonctions et de structures, qui sont tantôt purement sociaux sans raccord discernable à l'inclusion obligée ; tantôt mixtes, socio-politiques ou politico-sociaux, en processus plus ou moins poussés ou en instance de ce raccord ; enfin proprement politiques (mais sans cesser d'être sociaux sous leur raison la plus commune) parce que se rattachant à cet impératif minimal et terminal de l'inclusion obligée. Il n'est nul besoin de deux systèmes, érigés en forme de vases communicants qui ne sauraient rendre compte du phénomène du surgissement du politique du sein du social. Les agents sociaux et politiques étant les mêmes, il vaut mieux les considérer en leur action ès qualités, soit comme *socii*, soit comme *socii politici*, soit comme *politici*.

Le rapport de la globalité du social à l'inclusion obligée du total politique nous permet de considérer *l'organisme étatique* comme unificateur de son (ses ?) système social *et* de son système politique. Il n'est nul be-

soin de le considérer comme un *méta-système* pour ne pas tomber dans les emboîtements indéfinis des méta-systèmes, des systèmes distincts à un même palier, des sous-systèmes, des sous-sous-systèmes, etc ... À cet organisme du monde social, comme aux organismes proprement biologiques s'appliqueront certes des règles systématiques de fonctionnement. Il nous est donné comme un système en fonctionnement dont le premier attribut, *en tant que tout* ¹⁹ est cette espèce de « double frontière », territoriale et politico-juridique, de l'inclusion obligée. C'est par *dénivellation* de lui-même et non par une *distinction inter-systémique* que l'organisme étatique se présente à notre considération. Ce phénomène de dénivellation se retracera par les faits d'émergence du politique dans la « complexité organisée » ²⁰ du social. Car si le social n'est déjà pas organisé à son niveau, ni en état de l'être, il est fort peu de chance (hors le cas extrême de *l'anomie* dont le politique peut prendre charge) qu'il n'émerge en politique.

C'est toujours sur le fond du social que s'élèvent les *figures* ²¹ politiques. Les faits politiques, aussi bien associationnels que relationnels, se signifiant ultimement par rapport à la globalité des relations sociales possibles, il s'ensuit que le champ d'opération du politique sera aussi large que celui du social et que, partout, de ce fond des figures politiques peuvent surgir. (Notons tout de suite avec insistance qu'il ne s'agit pas des « totalités émergentes » dont se préoccupe certaine philosophie biologique.)

Il y a autant de seuils d'émergence du politique qu'il y a de phénomènes sociaux émergeant en politique. La solution des problèmes (*problems*

¹⁹ Ce qui ne contredit pas la prescription méthodologique de Piaget, citée plus haut (note 11).

²⁰ L'expression est de Anatol Rapoport et William J. Horwath : « The key concept is organized complexity as exemplified by, say, a living organism or any organized collection of entities, that is a collection interconnected by a complex net of relations as distinguished from (1) organized simplicity and (2) chaotic complexity » [« Thoughts on Organization theory », *Modern System Research for the Behavioral Scientist*, Walter Buckley (ed.), Chicago 1968, p. 73].

²¹ Pour la visualisation analytique selon le rapport *figure-fond*, cf. de Kurt Goldstein, *La structure de l'organisme* (Paris, 1951, pp. 135, 220), *Human Nature in the Light of Psychopathology*, (New York, 1963, pp. 12-13) et *F. de l'E.* (pp. 113-115, 218-235].

solving), le règlement des conflits (*conflict resolution*), la prise de décision (*decision-making*) sont les formes les plus frappantes d'émergence. Venant d'en haut, elles seraient peut-être mieux nommées formes d'attraction du politique ou d'appropriation par le politique. C'est un phénomène qui tisse la trame de la politique, est constant et rarement réversible, les dirigeants étatiques se désistant rarement du social déjà assumé politiquement. Il y a l'attraction ou l'appropriation d'en haut, mais aussi les revendications ou attentes *d'en bas* pour que soient assumées politiquement plus de responsabilités collectives. Incessant va et vient... Le politique émerge du social par une prise de conscience, plus ou moins affectée d'« idéologie », que des tâches sociales sont, dans une société et à un moment donnés, indispensables ou bénéfiques, utiles ou progressives et qu'il faut qu'elles soient remplies par *l'agence* la mieux qualifiée par sa polyvalence et sa presque ubiquité dans la collectivité. C'est par secteurs d'activité sociale ou types de relations sociales que se traversent constamment ces seuils d'émergence. Même le social *non politifié* reste sous le conditionnement du *social émergé en politique*, soit par ses limites en tant que seulement social, soit par ses aspirations à un développement plus poussé ou généralisé, ou encore par un désir de plus grande sécurité de l'acquis social.

Pour s'y reconnaître dans ces phénomènes d'émergence, il s'impose d'en distinguer trois niveaux. Un premier niveau est celui des « forces » et « contre-forces » émergentes ; un second est celui de l'encadrement de ce jeu de forces et contre-forces. Entre les deux, un niveau central qu'on peut pressentir comme décisif, celui du plateau de l'émergence où tout est pour, par, en *le* politique. Une dynamique de fonctionnement politique global doit rendre compte de l'interaction constante de ces trois niveaux en privilégiant, du point de vue de la méthode, ce niveau central, crucial et également décisif pour l'élaboration théorique.

Fin.